

LA SORTIE DU ROYAUME-UNI DE L'UE

En Irlande du Nord, l'insoluble équation du Brexit

La sortie annoncée du Royaume-Uni de l'UE relance la question identitaire et force de nouveau les habitants à choisir leur camp

REPORTAGE

BELLEEK, BELFAST - envoyé spécial

Si le fleuve Erne avait un jour coulé entre les deux Allemagnes, le pont qui le franchit à Belleek aurait été un lieu idéal pour un échange de prisonniers entre l'Est et l'Ouest. Une localité reculée, discrète, brumeuse, mais aussi un lieu emblématique du déchirement d'un pays. En réalité, Belleek est un bourg d'Irlande du Nord quasi enclavé dans la République d'Irlande, à cheval entre ces deux pays séparés depuis vingt ans par une frontière invisible.

Sur son pont au lourd tablier de béton, la démarcation entre le goudron du comté de Tyrone (Nord) et celui du Donegal (Sud) se devine à peine. Les baraquements hérissés de barbelés de l'armée britannique, qui contrôlait la frontière jusqu'en 1998, tout comme la douane irlandaise appartiennent aux souvenirs des plus de 30 ans.

Fergus Cleary, chef dessinateur à la fabrique de porcelaine qui fait face au pont, a nettement dépassé cet âge et n'a aucune nostalgie pour l'époque où un humiliant sauf-conduit était nécessaire pour passer au Sud, dans cette République où son cœur de catholique bat.

« Mon grand-père, qui avait vu cette frontière être érigée [par les Britanniques après la partition de 1921], la trouvait déjà aberrante. Seuls les trafiquants l'appréciaient. Moi, je l'ai vue disparaître [après l'accord de paix du Vendredi saint de 1998] et personne ici ne veut la revoir. Ce n'est pas seulement une question d'échanges commerciaux, c'est quelque chose d'affectif. Beaucoup de familles ont eu des morts pendant les troubles [entre 1968 et 1998]. Le Brexit fait craindre le retour de l'instabilité. De nouveaux postes-frontières se transformeraient immédiatement en cibles. »

Longtemps, M. Cleary, né en Irlande du Nord, n'a détenu qu'un passeport britannique. Depuis le référendum sur le Brexit, il s'en est fait délivrer un second, frappé de l'emblème de la République d'Irlande, et donc de l'Union européenne (UE), comme l'accord de 1998 lui en donne le droit. « Pour voyager plus facilement », se justifie-t-il, avant de reconnaître que ce deuxième passeport traduit lui aussi un choix « affectif ». Bri-



tannique? Irlandais? En reposant la question irlandaise, le Brexit a rouvert un dilemme que l'accord du Vendredi saint avait habilement repoussé à plus tard.

« En 1998, la paix a été rendue possible par une "ambiguïté créative", explique David Phinnemore, professeur de sciences politiques dans son bureau de Queen's University, à Belfast, aux murs tapissés de journaux allemands annonçant la chute du mur de Berlin. En effaçant la frontière, l'accord a permis aux nationalistes [partisans de la réunification de l'île] vivant au Nord de ne plus se sentir séparés de la République et de se déplacer librement dans l'île, tout en rassurant les unionistes par le maintien du rattachement au Royaume-Uni. La question de la frontière avait disparu du débat politique. Le Brexit l'a ramenée au centre et force chacun à choisir son camp. »

LE CASSE-TÊTE DES PASSEPORTS

Traduction juridique de ce choix, le passeport irlandais est au centre d'un nouvel imbroglio post-Brexit. Pour casser la logique communautaire et permettre l'émergence d'identités composites, l'accord de paix de 1998 avait donné à toute personne née en Irlande du Nord le droit à la délivrance soit d'un passeport britannique, soit d'un passeport irlandais (UE), soit des deux.

Qu'advient-il des droits des détenteurs Nord-Irlandais d'un passeport de l'UE après le Brexit? Ce casse-tête non résolu porte en germe de nouveaux conflits. « Le 30 mars

[date officielle du Brexit], je deviendrai un immigrant légal dans mon propre pays, résume Paul Porter, directeur du département de langues de la Royal Academy, un lycée de Belfast. L'Irlande du Nord où je vis aura quitté l'UE, mais j'aurai toujours en poche un passeport de l'UE, celui de la République d'Irlande. »

Parmi ses élèves, ceux qui détiennent un passeport irlandais pourront aller étudier à Berlin ou à Paris grâce aux programmes de l'UE comme Erasmus, mais sans doute pas ceux qui ont des papiers britanniques.

« Notre génération n'a pas connu les violences, et l'identité européenne nous a permis de dépasser le conflit, témoigne Dylan McGrath, 17 ans, qui rêve d'être traducteur européen. Mais le Brexit a relancé la question identitaire et donc les divisions et les tensions. »

Né dans une famille catholique de Londonderry (Irlande du Nord), son professeur se souvient avec aigreur du temps où il devait cacher son origine pour trouver du travail, et craint le retour des discriminations.

Après le Brexit, les porteurs d'un passeport britannique seront considérés comme étrangers dans les universités de Dublin, tandis que ceux qui ont des papiers irlandais pourraient,

au Royaume-Uni, avoir à acquitter des droits d'inscription supérieurs à ceux réclamés à leurs camarades britanniques. « Quel gâchis pour la première génération qui commençait à ne plus penser en termes de "verts" [républicains-catholiques] ou "orange" [unionistes-protestants] », se désole Paul Porter.

Paddy Kelly, directrice d'un centre d'aide aux jeunes en difficulté dans un quartier mixte de Belfast, dresse un constat proche : « En vingt et un ans de travail ici, j'ai vu les jeunes sortir des identités communautaires pour s'emparer de la logique des droits pour tous. Le Brexit nous ramène aux divisions du passé. » Pour elle, l'égalité des droits civiques, conquise de haute lutte durant les « troubles », est négligée dans les négociations sur le Brexit au profit des enjeux économiques.

Avec le Brexit, les Irlandais du Nord détenteurs d'un passeport irlandais risquent de perdre rien de moins que le droit de vote aux élections européennes de mai 2019, alors que ce sont des citoyens de l'UE. Si on le leur accordait, cela leur donnerait un privilège sur leurs voisins détenant un passeport britannique. A sept mois du scrutin, la question n'est toujours pas tranchée et dé-



AVEC LE BREXIT, LES IRLANDAIS DU NORD DÉTENTEURS D'UN PASSEPORT IRLANDAIS RISQUENT DE PERDRE LE DROIT DE VOTE AUX ÉLECTIONS EUROPÉENNES DE MAI 2019

A six mois du retrait, la crainte d'un échec des négociations reste vive

Les tractations avec l'UE butent sur le sort de l'Irlande du Nord, enjeu-clé pour l'intégrité du Royaume-Uni et le respect des accords de paix

BRUXELLES - bureau européen

Les discussions entre négociateurs britanniques et européens ayant tourné court le week-end dernier, et à moins d'une surprise, aucune fumée blanche ne devait sortir du sommet européen « spécial Brexit » du 17 octobre.

Pour s'accorder sur un traité « global » de divorce, urgent à moins de six mois de la sortie du Royaume-Uni de l'UE, effective dès le 29 mars 2019, « il faut plus de temps (...). Nous allons prendre ce temps calmement, sérieusement, pour trouver cet accord global dans les prochaines semaines », a ainsi déclaré Michel Barnier, le négociateur de l'Union, mardi 16 octobre.

Le traité de divorce est bouclé à « 80 % ou 85 % », avait récemment précisé M. Barnier : le sort des ex-patriés a été sécurisé, Londres a accepté de s'acquitter d'un chèque de plusieurs dizaines de milliards d'euros de « restant dû » au budget de l'Union. Mais, après avoir mis les bouchées doubles, après le sommet de Salzbourg, le 20 septembre, les négociateurs butent désormais sur un obstacle majeur : la question irlandaise.

Comment éviter le retour d'une frontière physique entre la province britannique d'Irlande du Nord et la République d'Irlande, a priori inévitable si, comme M^{me} May l'a promis à ses concitoyens, le Royaume-Uni sort de l'union douanière et du marché

unique européen? Pour contourner le problème, l'équipe de M. Barnier a proposé, dès décembre 2017, un « filet de sécurité » : l'Irlande du Nord resterait alignée sur les normes européennes pour les biens, et l'agriculture en ce qui concerne les contrôles phytosanitaires. Et les contrôles douaniers s'effectueraient en mer d'Irlande, entre l'Irlande du Nord et le reste du Royaume-Uni.

Le DUP, le petit parti unioniste nord-irlandais, qui soutient au Parlement le gouvernement de M^{me} May, refuse cette solution. Les négociateurs ont donc planché sur un autre « filet de sécurité » : maintenir tout le Royaume-Uni, y compris l'Irlande du Nord dans l'union douanière. Les contrôles

auraient alors lieu entre le Royaume-Uni et le reste de l'UE.

Mais ce sont les brexiters qui s'y opposent : maintenir leur pays dans l'union douanière le temps qu'une solution miracle s'impose, dans le cadre de la relation future entre l'UE et Londres, revient à abandonner toute velléité de politique commerciale indépendante.

Les risques d'un « no deal »

M^{me} May l'a redit devant la Chambre des communes, lundi 15 octobre : elle veut bien d'un maintien dans l'union douanière, à condition qu'il soit temporaire. Les Européens semblent inflexibles : « L'équipe Barnier est allée au bout des solutions imaginatives, il y a des questions sur lesquelles on ne

peut pas transiger », souligne un diplomate européen.

M. Barnier a proposé d'alléger au maximum les éventuels contrôles douaniers, et même, à en croire le *Financial Times*, de prolonger d'un an la période de transition accordée aux Britanniques, pour l'instant du 30 mars 2019 au 31 décembre 2020, afin de boucler leur « relation future » avec l'Union. Pour les Vingt-Sept, la balle est donc dans le camp de M^{me} May qui doit trouver une majorité, dans son gouvernement et à la Chambre des communes, afin d'avaliser ce « filet de sécurité ».

En attendant, les Vingt-Sept devraient mettre à profit leur sommet, mercredi, pour alerter sur les risques d'un « no deal », « plus

probable qu'il ne l'a jamais été », selon Donald Tusk, le président du Conseil européen, mais aussi pour insister sur la nécessaire poursuite du dialogue.

Le prochain « rendez-vous Brexit » décisif devra être fixé sur proposition de M. Barnier, soit parce que Londres aura accepté un compromis sur l'Irlande, soit parce que le blocage persistant, les Européens devront se préparer ouvertement au « no deal ». Le négociateur en chef de l'UE se donnerait jusqu'à décembre avant d'envisager cette étape, signe d'un échec des tractations engagées au printemps 2017, neuf mois après le référendum en faveur du retrait britannique de l'UE. ■

CÉCILE DUCOURTIEUX



A Londres, May devra jouer serré pour convaincre le Parlement

La ratification d'un éventuel accord avec l'UE s'annonce incertaine

LONDRES - correspondant

En deux ans, le tableau n'a guère changé : la négociation sur le Brexit se joue au moins autant au sein du Parti conservateur et du gouvernement de Theresa May, qu'avec les 27 Etats de l'UE. Certes, les menaces récurrentes de rébellion de ministres ou de crise parlementaire sont souvent dramatisées à dessein à Londres pour aider la première ministre britannique à faire pression sur Bruxelles. Mais c'est un fait : si M^{me} May trouve un compromis avec les Vingt-Sept, il lui restera à le « vendre » à ses collègues ministres et au Parlement de Westminster, qui devrait se prononcer dans les deux semaines suivant la conclusion de l'accord.

M^{me} May doit d'abord rassembler son gouvernement qui bruit de rumeurs de démission de ministres hostiles aux concessions faites à l'UE, notamment à propos d'un éventuel maintien du Royaume-Uni dans l'union douanière européenne sans date butoir. Le départ, en juillet, de Boris Johnson et David Davis, deux poids lourds europhobes, a atténué la menace directe. A l'approche du sommet des 17 et 18 octobre, leurs appels à la rébellion sont tombés à plat. Même la dernière diatribe de M. Johnson dans le *Telegraph*, accusant M^{me} May d'accepter « l'annexion économique de l'Irlande du Nord par une puissance étrangère [l'UE] » n'a guère eu d'écho. Quant aux huit ministres rétifs, qui, selon la presse, ont comploté en man-

**DES DÉFECTIONS
DU CÔTÉ
DES TORIES
DEVRAIENT ÊTRE
COMPENSÉES PAR UN
RALLIEMENT D'ÉLUS
TRAVAILLISTES**

geant des pizzas lundi soir dans un bureau de Westminster, ils ne sont pas sortis du rang, le lendemain, lorsque Theresa May a briefé son gouvernement sur le sommet européen, en lançant un appel pressant à l'unité.

Obtenir l'aval des Communes sera une autre affaire, puisque M^{me} May a perdu la majorité en convoquant des législatives anticipées en 2017. Sur les 650 députés, le gouvernement dispose théoriquement du soutien de 316 élus conservateurs et de 10 élus du Parti démocratique unioniste (DUP) nord-irlandais. Compte tenu de la non-participation aux votes du président de la Chambre, de ses adjoints et des élus du Sinn Féin (nationalistes irlandais), la majorité de M^{me} May est de treize voix.

La grande masse des élus tories devrait soutenir le gouvernement. Mais entre trente et quarante élus conservateurs europhobes, dont l'extrémiste Jacob Rees-Mogg, se disent prêts à voter contre leur camp, quitte à précipiter le Brexit dans le mur afin de favoriser un divorce radical

avec l'UE et un repli ultralibéral. Reste à savoir combien oseront passer à l'acte. Quant au DUP, il se dit prêt à voter contre le budget si le « deal » avec Bruxelles attribue un statut particulier à l'Irlande du Nord, mais vient d'admettre qu'il ne souhaite pas faire tomber le gouvernement.

Corbyn parie sur une crise

Des défections du côté des tories devraient être compensées par un ralliement d'élus travaillistes. Le parti de Jeremy Corbyn donnera certainement la consigne de voter contre le texte dans l'espoir de faire tomber M^{me} May. Mais entre quinze et trente députés du Labour ont laissé entendre qu'ils désobéiraient et approuveraient le « deal » passé par le gouvernement s'il prévoit une forme de maintien dans l'union douanière européenne. Il s'agit d'élus de circonscriptions anti-Brexit ou de villes menacées par les suppressions d'emplois que provoquerait un rejet de l'accord. Devrait s'ajouter la poignée d'élus du Labour pro-Brexit.

Les députés Labour rebelles contestent la stratégie de M. Corbyn, qui vise à se servir du levier du Brexit pour provoquer de nouvelles élections et parvenir au pouvoir au prix d'une crise. Ils évoquent aussi la grande lassitude de leurs électeurs à l'égard d'un processus interminable. Theresa May peut donc espérer faire voter le « deal » avec les Vingt-Sept par Westminster, mais le suspense s'annonce haletant. ■

PH. B.

pend du résultat des négociations de Bruxelles sur le Brexit.

Après le départ du Royaume-Uni, deux sièges de députés européens supplémentaires doivent être attribués à la République d'Irlande. Mais Dublin semble peu désireux de faire voter ses ressortissants installés au Nord, sans doute pour ne pas ajouter un sujet de contentieux avec Londres.

Le droit de vote des Nord-Irlandais aux élections européennes est « un test majeur », insiste Colin Harvey, professeur de droit à la Queen's University de Belfast. La seule issue possible, selon lui, consisterait à autoriser le vote de l'ensemble de la population d'Irlande du Nord. Ce qui suppose un statut spécial pour cette province britannique qui, il est vrai, a voté à 56 % contre le Brexit. Pour garantir l'invisibilité de la frontière inter-irlandaise, Bruxelles souhaite le maintien de l'Irlande du Nord dans le marché unique européen. La question des droits civiques aboutit à une idée convergente : un même traitement pour le Nord et le Sud, voire la réunification de l'île.

Taboue voici encore un an, la perspective d'un référendum sur cette question ultrasensible est désormais omniprésente dans le débat public. L'accord de paix de 1998 l'envisageait comme une hypothèse lointaine, voire théorique. Le Brexit a changé la donne.

« NO MAN'S LAND »

« Je ne serais pas surpris qu'un référendum ait lieu d'ici cinq ou sept ans. Nous y allons doucement mais sûrement, assure le professeur Phinnemore. Le Brexit crée énormément d'incertitudes et oblige les Nord-Irlandais à se demander où est le meilleur avenir pour eux : dans le Royaume-Uni ou dans l'UE ? » Les sondages donnent encore largement l'avantage à la première réponse. Mais le statu quo est désormais remis en cause.

A Belleek, Kevin McGovern vit très concrètement ce doute. Dans sa boucherie, il vend de la viande provenant indifféremment des deux côtés de la frontière. L'euro comme la livre sterling sont acceptés à la caisse.

« Nous avons des troupeaux et des clients des deux côtés et tout le monde circule librement grâce à l'UE. Qu'en sera-t-il après le Brexit ? Pour l'instant, nous vivons dans un no man's land », s'inquiète-t-il. L'expression du boucher de Belleek ne renvoie pas seulement à la situation géographique du village et de son pont-frontière. Il résume aussi l'état de perplexité extrême qui ronge l'Irlande du Nord. ■

PHILIPPE BERNARD

A Belleek, en Irlande du Nord, à la frontière avec la République d'Irlande. Les commerces acceptent l'euro et la livre sterling.

MERLIN DALEMAN

L'introuvable parti des « Remainers »

Les opposants au Brexit rêvent d'un second référendum, contre l'avis du gouvernement

LONDRES - correspondant

La scène, impensable jusqu'à récemment, se déroule le 1^{er} octobre, en plein congrès du Parti conservateur lors duquel Theresa May a repris les rênes de son parti en prévision du Conseil européen des 17 et 18 octobre. Les négociations étaient dans l'impasse, avant d'être relancées sans percée définitive depuis.

« Avant une opération chirurgicale, il est nécessaire d'obtenir le consentement éclairé du patient ! », clame Phillip Lee, député conservateur et médecin, en déclenchant un tonnerre d'applaudissements. Pleine à craquer, la salle de réunion du Novotel de Birmingham est chargée d'électricité.

L'opération dont il est question ? C'est le Brexit. Le patient ? Le peuple britannique. Le consentement éclairé ? Un second référendum pour tenter d'empêcher le Brexit. « Sortir de l'UE est une terrible erreur, qui menace l'emploi et la paix, renchérit la députée Anna Soubry, figure de proue de la minorité tory rebelle au Brexit. L'opinion publique s'en rend compte peu à peu. Il faut redonner la parole au peuple ! »

En quelques semaines, la question d'un nouveau référendum, longtemps taboue, s'est imposée dans le débat politique britannique. Fin septembre, à Liverpool, les militants du Labour sont même parvenus à arracher lors de leur congrès une motion envisageant un nouveau « vote populaire » en cas d'impasse sur le Brexit, en dépit de l'hostilité affichée de leur chef, l'euroscéptique Jeremy Corbyn - 86% des militants se sont dits favorables à cette option.

Plus largement, près d'un Britannique sur deux souhaite désormais une nouvelle consultation. Mais rien ne dit qu'elle donnerait un résultat différent du référendum de juin 2016 (51,9% pour le Brexit) : les sondages accordent certes une courte majorité aux partisans du maintien dans l'UE (52% ou 53%), mais cette avance reste inférieure à la marge d'erreur.

« Nous avons changé le débat politique », se félicite James McGrory, cofondateur d'Open Britain, un groupe europhile, qui pense que le chaos du Brexit peut déclencher une crise menant à une nouvelle consultation. « Nous représentons le dernier espoir pour que les Britanniques sortent de cette pagaille ! », assure Tom Balwin, responsable de The People's Vote, un collectif qui milite pour « redonner la parole au peuple ».

Tout se passe comme si le « deuxième référendum » servait d'étendard à la moitié du pays (48,1%) qui souhaitait rester dans l'Union européenne et qui tente en vain de se faire entendre. En 2016, le gouvernement comme l'opposition appelaient à voter contre le Brexit. Deux ans plus tard, tous deux défendent le divorce avec l'UE, au nom du respect du vote populaire.

**LES « 48 % » NE SONT
REPRÉSENTÉS QUE
PAR LE MINUSCULE
PARTI LIBDEM
ET LE LILLIPIITIEN
PARTI VERT**

Les « 48 % » (16,1 millions d'électeurs), eux, n'ont pour les représenter que le minuscule parti libdem et le lilliputien parti Vert. Ils manifestent régulièrement, déployant force drapeaux bleus étoilés de l'UE. Samedi 20 octobre, une « marche pour l'avenir », organisée par The People's Vote, devrait attirer les foules entre Hyde Park et Westminster.

Un vote hautement improbable

Peu habitués à défiler dans les rues, les Britanniques europhiles n'ont, au fond, que ce moyen pour se faire entendre. Le système électoral à un tour, qui donne la victoire au candidat arrivé le premier, a été conçu pour perpétuer un Parlement bipartisan. Les projets récurrents de création d'un troisième parti centriste proeuropéen ont fait long feu.

Faute de parti, les 48 % de « remainers » (partisans d'un maintien dans l'UE) disposent d'un étonnant journal, *The New European*. Symboliquement imprimé sur 48 pages, cet hebdomadaire, lancé quinze jours après la victoire du Brexit, défie les lois du marketing : c'est un journal papier « complètement partisan », selon le mot de son directeur, Matt Kelly, et qui gagne de l'argent. « Au lendemain du vote, j'étais déprimé, mais j'ai pensé que les 48 % formaient, de fait, une nouvelle circonscription électorale, des gens que le Brexit met en colère et qui veulent faire quelque chose. »

The New European est un journal que ses lecteurs arborent dans le métro puis laissent sur un banc pour que d'autres en profitent. Résultat : 23 000 personnes paient chaque semaine 2,50 li-

PH. B.